

Février 2019, Euronews

Des responsables de l'usine hongroise à l'origine d'une coulée de boues rouges meurtrière qui avait occasionné une pollution majeure dans la région danubienne en 2010 ont été condamnés lundi à des peines allant jusqu'à deux ans et demi de prison ferme.

Plus d'un million de mètres cubes de boues rouges toxiques avaient englouti trois villages, faisant dix morts et plus de 200 blessés, à la suite de la rupture d'un réservoir fissuré de l'usine de bauxite-aluminium MAL d'Ajka, à 160 km à l'ouest de Budapest, le 4 octobre 2010.

Un tribunal de Győr (nord-ouest) a reconnu lundi l'ex-directeur de MAL, Zoltan Bakonyi, et neuf salariés responsables d'homicides par négligence, d'atteinte aux biens publics, de violation des processus de gestion de déchets et d'atteinte à l'environnement.

M. Bakonyi a été condamné à deux ans et demi de prison ferme et son adjoint à deux ans. Sept autres prévenus ont été condamnés à des peines avec sursis, un s'est vu adresser un rappel à la loi et cinq ont été relaxés.

Une première procédure s'était soldée en janvier 2016 par une relaxe générale mais le parquet avait fait appel et la cour d'appel de Győr avait ordonné en février 2017 l'organisation d'un nouveau procès de première instance. Les jugements rendus lundi sont donc eux aussi susceptibles d'appel.

Le ministère public a fait valoir que les responsables de l'usine auraient pu éviter la catastrophe.

Le tribunal de Veszprém (ouest) devant lequel s'était déroulée la première procédure avait conclu à une absence de responsabilité pénale du personnel de l'usine, estimant que le drame était imputable à une conception inadaptée du réservoir et à des contrôles administratifs insuffisants.

Les digues mal entretenues avaient cédé après plusieurs jours de pluies diluviennes. Outre le lourd bilan humain, la coulée de boues très alcalines et contenant des métaux lourds avait contaminé une quarantaine de kilomètres carrés de terrain ainsi que les eaux du Danube, l'un des plus graves accidents écologiques en Europe ces dernières années.

En dépit des centaines de millions d'euros investis dans la dépollution et la reconstruction des villages touchés, des centaines d'hectares restent interdits à la culture et des dizaines d'habitants ont refusé de revenir vivre dans la zone.

En septembre 2011, l'usine MAL, qui a repris son activité, avait été condamnée à 135 milliards de forints (500 millions d'euros) d'amende par les autorités régionales hongroises chargées de la protection de l'environnement. En défaut de paiement, la société a été nationalisée.